Pré-position paper de Carbon Market Watch:
Faire de la gouvernance européenne un levier de l'ambition climatique !
Bruxelles, 21 octobre 2026

Carbon Market Watch (CMW) est une organisation non gouvernementale européenne indépendante spécialisée dans l'analyse des marchés du carbone, la tarification du carbone et des politiques de décarbonation. Notre mission est de garantir que les politiques climatiques de l'Union européenne réduisent réellement les émissions à la source et financent une transition juste, selon le **principe pollueur-payeur**. Nous avons une forte expertise scientifique, une connaissance des mécanismes ETS 1, ETS 2 et de la gouvernance climatique. Nous voulons utiliser tout ça pour peser sur les décisions politiques climatiques européennes !

La révision du **règlement (UE) 2018/1999 sur la Gouvernance de l'Union de l'énergie** arrive à un moment difficile, entre urgence climatique, tensions géopolitiques et énergétiques. L'Union européenne s'est fixé **un objectif d'une réduction de 90 % d'émissions nettes d'ici 2040, avec une neutralité carbone en 2050**. Mais les plans nationaux énergie-climat (PNEC) ne suffisent pas : même s'ils étaient entièrement appliqués, l'UE n'atteindrait que −54 % en 2030 au lieu de −55 **%**, et les économies d'énergie seraient de 8,1 % au lieu des 11,7 **%** prévus.[1]

Nous refusons tout backsliding : la compétitivité et la simplification ne doivent jamais justifier un recul des ambitions climatiques. Il faut des **objectifs juridiquement contraignants**, une **sortie progressive des subventions aux énergies fossiles**, plus de **transparence sur les financements** et des **recettes carbone entièrement consacrées à la transition** et à la protection des citoyens.

Nos trois objectifs prioritaires

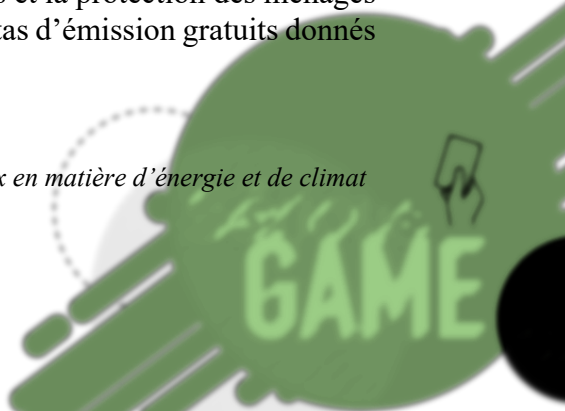
Objectif 1 : Avoir des objectifs européens juridiquement contraignants et viser 46 % d'électrification d'ici 2040

Pour nous, seuls des objectifs européens juridiquement contraignants peuvent garantir la stabilité nécessaire aux investissements industriels propres et empêcher les États de revenir sur leurs engagements climatiques. L'électrification est aujourd'hui la solution la plus prête et la plus efficace pour remplacer les énergies fossiles. Nous refusons que les énergies « bas-carbone », comme le nucléaire, soient comptées dans les objectifs d'énergies renouvelables.

Objectif 2 : Utiliser 100 % des recettes du marché carbone (ETS 1 et 2) pour une transition juste

Chaque PNEC doit contenir un plan d'investissement chiffré et un calendrier contraignant pour l'industrie ! Tout l'argent du marché carbone doit, notamment via le Fonds social pour le climat, être réinvesti dans l'efficacité énergétique, les réseaux électriques et la protection des ménages les plus fragiles. Nous sommes aussi pour la suppression des quotas d'émission gratuits donnés

[1] Commission européenne, *Évaluation à l'échelle de l'UE des plans nationaux en matière d'énergie et de climat finaux actualisés*, COM(2025) 274 final, Bruxelles, 27 mai 2025.



aux grands pollueurs. En 2024, près de 500 millions de quotas ont encore été distribués gratuitement, soit environ 32 milliards d'euros qui n'ont pas servi la transition.[2]

Objectif 3 : Modifier l'article 25 d) pour un calendrier européen commun de suppression des subventions aux énergies fossiles, avec des sanctions financières

En 2024, les États ont encore versé **97 milliards d'euros** de subventions aux énergies fossiles[3]. Financer les énergies fossiles tout en faisant payer le carbone n'a aucun sens. L'UE doit donc imposer un calendrier commun pour supprimer ces subventions. Selon nous, les états en retard devront présenter un plan correctif sous un an, sinon il y aura des sanctions financières comme la suspension de certains fonds européens.

Notre ligne rouge : le principe de non-régression. Un Etat qui s'engage sur un objectif climatique ne peut plus le revoir à la baisse. L'article 14 du règlement doit être maintenu, selon lequel un État ne peut réviser ses contributions qu'à ambition égale ou supérieure, même en période de crise.

Nos alliances stratégiques

Pour peser dans les négociations, nous faisons partie de deux alliances complémentaires.

D'abord celle **de Fight 4 Environnement** (Greenpeace, United for Climate Justice, The Shift Project, le WWF et CAN Europe), nous défendons des PNEC chiffrés, la fin des subventions aux énergies fossiles, l'utilisation des recettes carbone pour la transition et la justice sociale, et le principe de non-régression.

Ensuite, s'est créé l'**alliance Énergie verte** (WWF, CAN Europe, WindEurope, Transport & Environment, Greenpeace, l'EEB et l'IEEP), nous voulons une révision du règlement : des objectifs harmonisés et contraignants, au moins 46 % d'électrification d'ici 2040, un calendrier européen commun, un soutien financier aux États les plus en difficulté et une vraie place pour la société civile.

Ces deux alliances sont importantes pour porter nos objectifs, la transition n'est pas une menace pour la compétitivité européenne, c'est une source d'emplois et d'opportunités !

Nous allons rencontrer prochainement le groupe des Verts/ALE au Parlement européen, afin de préparer ensemble des amendements qui défendent nos objectifs.

Juliette Roelandts
Policy Expert, Carbon Market Watch,
Juliette.roelandts@etu.univ-amu.fr

[2] Carbon Market Watch, *Priorities for the upcoming EU Emissions Trading System revision*, Bruxelles, 2026.
[3] Commission européenne, *Rapport sur les subventions à l'énergie dans l'UE* (données 2024), ST 13343/26, 2026.